



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-cinquième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 24 juillet 1968
à 10 h 15

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Point 17 de l'ordre du jour:

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général

Page

125

Président : M. PÉREZ GUERRERO (Venezuela).

POINT 17 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (E/4451, E/4545)

- a) Programme des Nations Unies pour le développement;
- b) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général

1. M. COOMARASWAMY (Directeur adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement), présentant les rapports du Conseil d'administration du PNUD sur sa cinquième session (E/4451) et sur sa sixième session (E/4545), dit que l'amélioration et l'expansion des activités du PNUD sont en rapport direct avec la stratégie internationale du développement actuellement étudiée par le Conseil. Le PNUD renforce ses moyens d'aider les gouvernements à achever la Décennie du développement en cours en bonne position pour intensifier encore le développement économique, et il examine comment il sera possible de relever les défis beaucoup plus ambitieux de la deuxième Décennie.

2. Le montant total des dépenses effectuées au titre du Programme en 1967 a été de 144 millions de dollars, dont 93 millions pour l'élément Fonds spécial et 51 millions pour l'élément Assistance technique, soit un accroissement global de 7 % par rapport à 1966. Près de 33 % de la somme totale ont été consacrés à l'agriculture, 22 % à l'industrie, 13 % aux services publics, 12 % à l'éducation et à la science, 7 % à la santé et à la protection sociale et 13 % aux activités dans d'autres secteurs. Six mille neuf cents experts ont effectué des missions, 4543 bourses ont été accordées et l'équipement et le matériel fournis ont représenté 23 millions de dollars; des milliers de ressortissants de pays en voie de développement ont reçu une formation supérieure.

3. Au titre de l'élément Fonds spécial, le Conseil d'administration a approuvé 151 projets nouveaux, ce qui a porté le coût total de l'ensemble des projets approuvés à 2 226 millions de dollars, la contribution du PNUD à cette somme représentant 909 millions de dollars. Parmi les 198 projets achevés au 31 mai 1968, 117 sont des enquêtes sur les ressources et des études de viabilité, 52

concernent la formation et l'éducation technique supérieures et 29 la recherche appliquée.

4. A la fin de 1967, le montant total des investissements consécutifs liés directement aux projets de préinvestissement du PNUD s'élevait à environ 1 019 millions de dollars, tandis que les investissements en rapport avec les recommandations relatives à des projets du PNUD atteignaient environ 863 millions de dollars. Les travaux effectués en matière de recherche appliquée au titre de trois projets achevés et d'un projet en cours ont donné lieu à des investissements de plus de 200 millions de dollars, et environ 217 projets achevés ou en cours ont permis de donner une formation spécialisée à environ 230 000 ressortissants de pays en voie de développement.

5. A sa cinquième session, le Conseil d'administration a affecté 65 millions de dollars au programme d'assistance technique pour 1968 et a approuvé des montants maximaux provisoires pour 1969 s'élevant à 45,4 millions de dollars pour des projets nationaux, 9,6 millions de dollars pour des projets régionaux, et 8,5 millions de dollars pour les frais généraux des organisations. A sa sixième session, le Conseil d'administration a affecté 5,8 millions de dollars à l'exécution de 143 projets régionaux et interrégionaux pour 1969.

6. Passant en revue quelques-unes des principales décisions de principe que le Conseil d'administration a prises ou envisage de prendre, M. Coomaraswamy dit que le Conseil d'administration a décidé que, pour les nouveaux projets introduits pour l'année opérationnelle 1970 et les années suivantes, les chiffres fixés comme objectifs pour les organisations chargées de l'exécution des projets régionaux ou interrégionaux devraient être éliminés, et que les demandes d'approbation projet par projet devraient être présentées au Directeur par les voies appropriées. En ce qui concerne la question des dépenses locales d'exécution au titre de l'élément Assistance technique, le Conseil d'administration a décidé d'appliquer de nouvelles dispositions pour le calcul et le versement de la contribution des gouvernements bénéficiaires à ces dépenses pour l'année 1969 et les années suivantes (voir E/4545, par. 60).

7. Après avoir examiné les résultats d'une étude et évaluation spéciale de l'assistance technique fournie sous la forme de personnel d'exécution, de direction et d'administration, le Conseil d'administration a décidé de proposer au Conseil économique et social d'inviter l'Assemblée générale, à sa prochaine session ordinaire, à autoriser le PNUD à fournir du personnel d'exécution, sur la demande des gouvernements, comme partie intégrante de l'assistance normalement fournie par le Programme, continuant ainsi à offrir aux intéressés la possibilité de demander soit des experts exécutants, soit des experts consultants, dans le cadre des programmes par pays.

8. Quant aux critères devant régir les conditions à remplir pour une assistance du PNUD, le Conseil d'administration a considéré que le Programme devrait continuer à être une vaste entreprise de coopération internationale, que les critères utilisés pour l'élément Assistance technique devraient être pris en considération suivant les circonstances pour le programme dans son ensemble, que les pays relativement plus développés devraient s'efforcer d'augmenter leur part du coût de l'assistance qui leur est fournie et que les contributions de contrepartie devraient être maintenues à un minimum dans le cas des pays les plus démunis.

9. Le PNUD a continué à suivre de près les priorités pour choisir des projets dans les secteurs clés du développement tels que l'agriculture, l'industrie, la promotion des exportations, la science et la technique, l'enseignement et la formation, l'emploi, la régulation démographique et la mobilisation des capitaux. En même temps, le Conseil d'administration a reconnu qu'un développement économique équilibré est essentiel pour la plupart des pays à faible revenu.

10. Le Conseil d'administration a demandé instamment que des efforts soient faits pour améliorer les méthodes de recrutement des experts, et il a estimé que la question de l'opportunité d'établir un service de recrutement commun devrait faire l'objet d'une étude approfondie. Il a examiné le principe général de la sous-traitance. La question de la répartition géographique a été étudiée du point de vue de la sous-traitance, du recrutement des experts et des achats de matériel.

11. A sa sixième session, le Conseil d'administration a approuvé un rapport d'activité relatif à l'évaluation du Programme effectuée par le PNUD lui-même, reconnaissant que le Directeur devrait avoir des moyens personnels de procéder, de façon aussi impartiale que possible, à une évaluation permanente de l'efficacité de chaque projet, de catégories de projets et de l'ensemble des programmes du PNUD par pays, en consultation avec les institutions et gouvernements intéressés.

12. En poursuivant ses efforts pour la promotion des investissements consécutifs, le Conseil d'administration a décidé de constituer, en étroite consultation avec les présidents de la BIRD et des trois banques régionales de développement, un petit groupe de conseillers financiers experts, qui serait chargé de rationaliser et de systématiser les services consultatifs financiers fournis par le PNUD. En outre, il a recommandé, conformément à la résolution 2280 (XXII) de l'Assemblée générale, que le Conseil économique et social attire l'attention de l'Assemblée générale sur cette décision.

13. Répondant à des questions posées lors de sessions antérieures, le Directeur a fait savoir au Conseil d'administration, lors de sa cinquième session, que, selon son évaluation, l'assistance dont les pays en voie de développement auraient besoin pour la période 1968-1970 dépassait de loin les ressources internationales et de contrepartie dont on pensait pouvoir disposer. Pour le PNUD, à lui seul, le coût approcherait de 1,5 milliard de dollars. A sa sixième session, le Conseil d'administration a également examiné les objectifs, la portée et l'organisation de l'étude projetée sur la capacité des organismes des Nations Unies d'exé-

cuter un programme élargi en faveur du développement, et il a donné son avis sur l'organisation de l'étude et sur la méthode à employer pour la préparer. Il a aussi exprimé sa satisfaction de ce que les organisations participantes chargées de l'exécution étaient disposées à donner leur appui, et il a décidé des organismes qu'il conviendrait de consulter pour l'exécution de l'étude.

14. A sa cinquième session, le Conseil d'administration a fait sienne la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires selon laquelle, avant d'envisager d'autres augmentations d'effectifs, le Directeur devrait évaluer l'efficacité du système actuel, sur le plan des effectifs et sur le plan de l'organisation, en tenant compte notamment de la nécessité d'éviter les doubles emplois dans les nouveaux domaines d'activité¹. Le Directeur a dit que, en préparant les prévisions budgétaires pour 1969, il suivrait cette recommandation de près et considérerait l'année 1969 comme une année de consolidation pour le siège.

15. Par sa résolution 2321 (XXII), l'Assemblée générale avait chargé le Conseil d'administration de remplir, en 1968, selon qu'il conviendrait, les fonctions du Conseil d'administration du Fonds d'équipement des Nations Unies. Le Secrétaire général, à qui avait été confiée la responsabilité de rechercher des capitaux et d'organiser les conférences pour les annonces de contributions, a invité le Directeur à gérer le Fonds en remplissant provisoirement les fonctions de Directeur général de celui-ci. A ses cinquième et sixième sessions, le Conseil d'administration a examiné diverses questions concernant le Fonds d'équipement des Nations Unies — dont les ressources consistent en annonces de contributions d'un montant approximatif de 1,3 million de dollars —, et il a prié le Directeur de poursuivre ses efforts en vue de mettre le Fonds d'équipement à même de commencer ses opérations, sous réserve des décisions que l'Assemblée générale prendrait à sa vingt-troisième session en exécution du paragraphe 2 du dispositif de la résolution 2321 (XXII), et compte tenu des vues exprimées sur la question pendant la sixième session du Conseil d'administration. Plusieurs membres ont déclaré qu'ils ne souhaitaient pas s'associer à cette décision du Conseil d'administration.

16. Le Directeur et le personnel du PNUD sont très encouragés par la confiance mise dans le Programme, mais ils sont convaincus qu'il ne pourra donner son maximum en tant que catalyseur du processus de développement que s'il est doté de ressources beaucoup plus voisines de l'objectif de 350 millions de dollars que le Secrétaire général a proposé pour 1970.

17. M. HOO (Commissaire à la coopération technique) fait observer que le chapitre VIII des rapports du Conseil d'administration sur ses cinquième et sixième sessions a trait à son rôle d'organe responsable de l'examen à la fois des activités de l'ONU comme organisation participante et chargée de l'exécution de projets du PNUD, et de ses activités dans le cadre de son programme ordinaire de coopération technique.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 46 de l'ordre du jour, document A/6979.

18. Le Commissaire à la coopération technique appelle l'attention sur certains documents qui ont servi de base aux décisions du Conseil d'administration. A sa cinquième session, le Conseil d'administration a pris connaissance d'un rapport du Secrétaire général sur les crédits nécessaires aux fins de la planification du programme ordinaire de coopération technique de l'ONU pour 1969². L'accord n'ayant pu se faire, le Conseil d'administration a recommandé pour 1969 un montant provisoire de 6,4 millions de dollars, sous réserve de la décision qui pourrait être prise par l'Assemblée générale. A sa sixième session, le Conseil d'administration a été saisi d'un rapport du Secrétaire général³ qui contenait un résumé des principaux faits nouveaux enregistrés jusqu'à la fin de 1967 dans l'expansion des activités de coopération technique de l'ONU. Ce rapport décrivait aussi dans leurs grandes lignes les dispositions arrêtées en matière d'organisation et d'exécution pour le Bureau de la coopération technique, en application de la partie II de la résolution 1263 (XLIII) du Conseil. Les additifs au rapport du Secrétaire général contenaient des tableaux statistiques détaillés sur les activités de coopération technique de l'ONU en 1967, les propositions concernant le programme ordinaire pour 1969, la demande correspondante de crédits pour le titre V (Programmes techniques) du projet de budget pour 1969, et les recommandations émanant d'autres organismes des Nations Unies qui pourraient avoir des incidences sur l'emploi des ressources d'assistance technique.

19. Le Secrétaire général devant soumettre au Conseil d'administration, à sa septième session, une étude complète des buts et des objectifs du programme ordinaire, la détermination du montant provisoire pour 1970 a été reportée à cette session.

20. Les rapports indiquent que les dépenses engagées pour 1967 atteignent 46,6 millions de dollars, chiffre record, mais dû à l'augmentation constante des dépenses afférentes aux projets du Fonds spécial pour lesquels l'ONU fait fonction d'organisation chargée de l'exécution. Comme les années précédentes, les 6,4 millions de dollars affectés au programme ordinaire ont été dépensés en totalité, et le même chiffre, dont on a défalqué 991 400 dollars — montant affecté au développement industriel en 1968 — a été utilisé provisoirement à des fins de planification pour 1969. Il a aussi fallu classer des projets d'une valeur totale de 3,8 millions de dollars dans la catégorie II pour 1969. Un peu plus de la moitié des sommes dépensées au titre du programme ordinaire ont été consacrées au développement économique, un peu plus d'un quart au développement social, et le reste à l'administration publique, aux droits de l'homme et au contrôle des stupéfiants.

21. Les dépenses engagées au titre de l'élément Assistance technique ont été de 11,1 millions de dollars pour 1967, soit près de 900 000 dollars de moins que l'année précédente. Soixante-quinze pour cent de ces ressources ont été consacrées à des activités de développement économique, 16 % à des activités intéressant le développement social et le reste à des projets relatifs à l'adminis-

tration publique et au contrôle des stupéfiants; une légère diminution dans certains de ces domaines étant normale pour la première année d'une nouvelle période biennale.

22. Parlant du rôle de l'ONU en tant qu'organisation chargée de l'exécution pour les projets du Fonds spécial, M. Hoo signale que les dépenses engagées en 1967 ont atteint un total de 23,3 millions de dollars, soit une augmentation de 5,5 millions de dollars par rapport à 1966 et de 9,2 millions par rapport à 1965. L'ONU fait fonction d'organisation chargée de l'exécution pour 164 projets approuvés, pour lesquels les affectations du Conseil d'administration atteignent au total 169,5 millions de dollars. Plus de 91 % des dépenses portent sur des activités de développement économique, 5 % sur des activités de développement social et 4 % sur des activités concernant l'administration publique.

23. Le nombre des experts nouvellement affectés en 1967 a été de 1336, le total de ceux qui ont été affectés à des projets du Fonds spécial étant beaucoup plus élevé que les deux années précédentes; 1 728 bourses de perfectionnement ont été accordées, et 1 016 personnes ont participé à des programmes de formation en groupe.

24. Parmi les nombreux problèmes auxquels il a fallu faire face figurent les disponibilités en personnel national de contrepartie, le contrôle des changes et les relations avec d'autres institutions. Le recrutement des experts, surtout dans des secteurs tels que la planification économique et la démographie, demeure aussi un grave sujet de préoccupation; il est souvent difficile de trouver des personnes présentant la conjonction requise de qualifications techniques, d'aptitudes à la direction et de compétence dans la formation de personnel de contrepartie. La pratique de la sous-traitance a donné des résultats tout à fait satisfaisants. D'autre part, il y a eu un accroissement du personnel technique au Siège et dans les commissions économiques régionales, le rôle des conseillers régionaux et interrégionaux étant particulièrement important, comme les secrétaires exécutifs des commissions l'ont constaté dans le rapport sur leurs réunions communes (E/4560).

25. Les propositions concernant le programme ordinaire pour 1969 font une place particulière aux projets régionaux et interrégionaux qui doivent être exécutés sous le mandat des commissions économiques régionales et des commissions techniques. Le programme prioritaire, y compris les projets par pays, a été limité à 5 408 000 dollars comme en 1968. En vertu du nouveau mandat que lui a donné l'Assemblée générale par sa résolution 2298 (XXII), le Conseil du développement industriel a approuvé des projets dont la valeur s'élève à 1,5 million de dollars. La problème créé par le fait que les deux parties du programme ordinaire dépassent le montant provisoire de 6,4 millions de dollars fixé pour 1969 par le Conseil d'administration ne pourra être résolu que par l'Assemblée générale, et le montant des engagements sur les ressources escomptées au titre du programme ordinaire pour tous les chapitres du titre V du budget a été limité pour le moment au niveau actuel.

26. Le mandat des missions d'évaluation envoyées en Équateur et en Iran a été révisé compte tenu de l'expérience acquise par les missions envoyées précédemment au Chili, en Thaïlande et en Tunisie. Les rapports des deux

² Document du PNUD DF/RP/4.

³ Document du PNUD DP/RP/5 et Add.1 à 4.

missions récentes seront présentés au Conseil économique et social à sa quarante-septième session, conformément à la partie III de la résolution 1263 (XLIII) du Conseil.

27. Dans son rapport sur les activités de coopération techniques de l'ONU en 1967, le Secrétaire général a fourni, en application de la partie II de la même résolution du Conseil, des informations sur les dispositions détaillées arrêtées pour le service de la coopération technique. Le changement le plus important a été la fusion, au premier juin 1967, de l'ancienne Direction des opérations d'assistance technique et du Cabinet du Directeur chargé des opérations du Fonds spécial en un Bureau de la coopération technique. Grâce aux économies de personnel qui en sont résulté, on a pu créer un groupe de la planification et de l'évaluation et un petit groupe de la normalisation des opérations.

28. M. VIAUD (France) dit que les rapports annuels du Conseil d'administration du PNUD sont pour le Conseil économique et social d'une grande utilité pour l'examen d'un certain nombre de questions relatives au développement. Ils présentent un intérêt tout particulier pour la préparation de la deuxième Décennie du développement, et c'est de ce point de vue que M. Viaud examinera les rapports sur les cinquième et sixième sessions.

29. L'élaboration d'une stratégie globale du développement est une tâche collective à laquelle chaque organisation participante doit apporter la contribution qui convient. S'il est vrai que les principaux problèmes qui se posent au Programme, tels que la production vivrière, le développement rural, l'emploi et l'industrialisation, exigent une action qui dépasse de beaucoup celle que le PNUD peut lui-même entreprendre, il est néanmoins indispensable que le PNUD soit associé à tous les autres organes des Nations Unies dans les travaux préparatoires de la nouvelle Décennie, afin de leur apporter cet élément concret et réaliste, qui a si souvent fait défaut aux décisions prises dans des enceintes plus larges. Grâce à sa connaissance des problèmes nationaux et à l'expérience de ses représentants résidents, le PNUD, mieux que tout autre organisme des Nations Unies, peut aider à la définition d'objectifs raisonnables, en particulier pour les investissements.

30. Le PNUD est aussi en mesure d'assurer en partie l'exécution de la stratégie globale du développement. Jusqu'ici il a tenté d'en appliquer une sans posséder les directives nécessaires. A chaque session, le Conseil d'administration examine les domaines d'activité auxquels il convient de donner la priorité, mais ses instructions au Directeur du Programme restent limitées au ressort du PNUD et ne s'inspirent pas des décisions des commissions économiques régionales, du Conseil économique et social, de l'Assemblée générale et de leurs organes subsidiaires. Or les activités du PNUD doivent être fondées sur les mêmes principes que celles des autres organes des Nations Unies, si l'on veut qu'elles s'intègrent aux efforts communs de l'ensemble du système des Nations Unies et qu'elles aient la cohérence et l'efficacité requises. Le Conseil doit donc indiquer quels sont les domaines d'activité qu'il considère comme les plus importants du point de vue stratégique.

31. La délégation française, pour sa part, est favorable à une intensification des activités du PNUD dans le domaine de l'enseignement et de la formation professionnelle, qui assurent non seulement la relève des experts étrangers par du personnel national, mais offrent une base solide à toutes les autres activités d'assistance. Il faut aussi donner la priorité à l'accroissement de la production vivrière et au développement rural. En attendant qu'il soit mis fin à la pénurie de produits alimentaires grâce à un accroissement de la productivité agricole, à la réforme agraire et à l'éducation des masses rurales, le PNUD doit poursuivre ses travaux sur l'accroissement de la production et de l'utilisation des protéines. La délégation française est favorable à l'augmentation des projets industriels, qu'ils soient de préinvestissement ou pilotes, à condition qu'ils soient établis en fonction des ressources locales, de la main-d'œuvre disponible et des débouchés prévisibles. Le PNUD doit éviter d'entreprendre des projets industriels qui ne tiendraient pas compte des conditions économiques et sociales pertinentes et seraient de ce fait mal adaptés aux besoins et aux moyens de la région intéressée. Bien entendu, l'ordre de priorité que M. Viaud vient de mentionner varie selon les régions.

32. La délégation française hésite à recommander que le PNUD s'engage dans des activités démographiques, ou encore dans des activités relatives au transfert des techniques, problème qui relève de la compétence de l'UNESCO, de l'ONUDI, de l'OIT et de la FAO. En outre, il serait dangereux pour le PNUD de financer des projets d'investissement — à l'exception de projets pilotes convenablement choisis — étant donné qu'il ne dispose pas de ressources suffisantes et que les organes de financement nécessaires existent.

33. Puisque le PNUD est appelé à jouer un rôle de conseiller et d'exécutant, il doit constamment chercher à améliorer son efficacité. Au cours des années, une administration compétente a été créée, dont il faut maintenant revoir les structures, les procédures et les méthodes. Les fonctions du PNUD se confondent de plus en plus avec celles des organisations participantes et chargées de l'exécution, avec lesquelles il arrive qu'elles fassent double emploi. La délégation française approuve pleinement le principe fondamental de l'étude en cours sur la capacité administrative du PNUD et des organisations participantes et chargées de l'exécution (voir E/4545, par. 178 à 188), mais elle a de sérieuses réserves à faire sur son ampleur et sur les méthodes utilisées. Le coût de l'étude semble hors de proportion avec les résultats escomptés et sa portée risque d'être amoindrie dans la mesure où les experts et les consultants qui en sont chargés ne sont pas investis des responsabilités d'experts gouvernementaux. Selon M. Viaud, le Directeur du Programme aurait pu faire l'étude lui-même, en consultation avec le Bureau consultatif interorganisations.

34. Le PNUD peut jouer un rôle considérable en faveur de la coopération internationale, grâce à la position qu'il occupe parmi les organismes des Nations Unies et l'importance des ressources dont il dispose. En tant que dispensateur de fonds qui constituent parfois l'élément essentiel des programmes d'assistance technique de certaines institutions spécialisées, le PNUD a déjà beaucoup

contribué à améliorer la coordination entre les différentes organisations participantes et chargées de l'exécution. Les résultats les plus heureux ont été obtenus dans le domaine du préinvestissement, mais il reste beaucoup à faire pour coordonner les activités du PNUD, organe de préinvestissement, et celles de la BIRD et de ses filiales et des banques de développement régionales, organes de financement.

35. Il convient aussi d'étudier de près les relations du PNUD avec les gouvernements qui fournissent une aide bilatérale. La coordination de l'assistance multilatérale et de l'assistance bilatérale est le fait des gouvernements bénéficiaires, mais une coopération entre les gouvernements donateurs est certainement nécessaire. Les progrès considérables obtenus à cet égard ont souvent permis d'éviter le double emploi et même d'établir une division rationnelle du travail. Le Directeur du Programme a présenté au Conseil d'administration, à sa sixième session, un rapport sur l'ensemble de l'assistance fournie par d'autres sources en 1967⁴, d'où il ressort que la valeur de cette assistance a atteint 27 millions de dollars. La contribution de la France représente environ un tiers de ce total, soit approximativement 9 millions de dollars, montant qui dépasse de beaucoup sa contribution directe au PNUD. On voit donc que la coopération entre le PNUD et d'autres sources d'assistance est une réalité et doit être encouragée, car elle permet d'entreprendre des projets complexes ou importants qu'il ne serait pas possible de financer autrement.

36. Le PNUD peut jouer un rôle utile dans la préparation et l'exécution des plans de la deuxième Décennie du développement. A la différence de beaucoup d'autres organes des Nations Unies, le PNUD s'occupe essentiellement d'activités concrètes qui reposent sur les besoins réels des gouvernements. Le Conseil doit demander au PNUD de poursuivre ses programmes pratiques et d'aider les pays en voie de développement à établir et à exécuter leurs propres plans de développement. De cette manière, le PNUD pourra aider le Conseil à définir des objectifs réalisables et pratiques pour la deuxième Décennie du développement.

37. M. ÅSTRÖM (Suède) pense, comme le représentant de la France, que les activités pratiques du PNUD doivent lui permettre de jouer un rôle utile dans l'élaboration d'une stratégie pour la deuxième Décennie du développement.

38. Les rapports dont le Conseil est saisi dressent un tableau clair et encourageant des progrès accomplis par le PNUD sur tous les fronts. Les années 1967 et 1968 ont été des années de consolidation à la suite de l'accroissement sensible des nouvelles affectations de crédits pour les projets du Fonds spécial en 1965 et 1966.

39. Les travaux des cinquième et sixième sessions se sont déroulés dans un climat d'optimisme prudent en ce qui concerne les perspectives d'un nouvel accroissement des ressources du PNUD. Il est parfaitement possible que les fonds du PNUD continuent à augmenter, et c'est à juste titre que des questions comme les besoins futurs en

matière d'assistance technique et de préinvestissement et la capacité du PNUD et des organisations participantes et chargées de l'exécution d'entreprendre un programme considérablement élargi ont constitué un des principaux thèmes de discussion de ces deux sessions. La délégation suédoise considère la décision d'entreprendre une étude spéciale de ce problème comme une des mesures les plus importantes qui aient été prises ces dernières années. Elle est convaincue que la direction du PNUD a agi sagement en chargeant Sir Robert Jackson de faire cette étude, et elle accueille avec satisfaction la décision du Conseil d'administration tendant à lui donner un mandat plus étendu et plus souple (E/4545, par. 187 d). La délégation suédoise suppose que ce mandat n'exclut pas l'étude d'autres mesures propres à accroître la capacité des organismes des Nations Unies d'entreprendre un programme beaucoup plus vaste, en plus de celles qui sont mentionnées spécifiquement. Par exemple, l'étude doit examiner la possibilité d'avoir « recours pour l'exécution des projets à des organisations intergouvernementales ne faisant pas partie du système des Nations Unies » (E/4545, par. 187 d, ii), ce qui n'empêcherait sans doute pas d'étudier les avantages et les inconvénients d'un recours à d'autres organes internationaux et nationaux aux mêmes fins. M. Åström a des raisons de croire que certains membres du Conseil d'administration ont accepté ce libellé à cette condition.

40. Au seuil de la deuxième Décennie du développement, le représentant de la Suède tient à souligner que le PNUD est le principal organe de préinvestissement des Nations Unies et qu'il importe d'établir une division rationnelle du travail entre les organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'assistance aux pays en voie de développement. La délégation suédoise aurait à faire des réserves sur la possibilité qu'un autre organisme des Nations Unies puisse jouer un rôle important dans le domaine du préinvestissement.

41. M. BITTREMIEUX (Belgique) souligne que les rapports présentés au Conseil témoignent de l'ampleur et de l'efficacité croissantes du PNUD. Il est encourageant de constater que le PNUD est en évolution constante sur le plan des ressources, sur celui des secteurs d'intervention et sur celui des procédures, afin de mieux répondre aux demandes dont il est saisi. La Belgique siège au Conseil d'administration du PNUD et a participé activement aux travaux des cinquième et sixième sessions. M. Bittremieux ne répétera pas les remarques que la délégation belge a eu l'occasion de formuler à ces deux sessions et dont — il en est persuadé — la direction du PNUD tiendra compte, mais il se bornera à évoquer quelques problèmes qui lui paraissent d'une importance particulière.

42. Sur le plan financier, la délégation admet que les demandes dépassent les ressources disponibles. Encore faut-il noter que ces ressources augmentent chaque année et se demander si les organisations participantes seraient en mesure d'absorber un accroissement soudain et important du nombre de projets qui leur seraient confiés pour exécution. Le problème des ressources ne peut être dissocié de celui de la capacité d'absorption si le PNUD veut conserver son efficacité actuelle. Le Gouvernement belge augmente régulièrement sa contribution au PNUD et met

⁴ Document du PNUD DP/L.67/Add. 4.

à la disposition des organisations participantes et de la direction du PNUD un nombre toujours croissant d'experts ou de jeunes administrateurs.

43. Le Gouvernement belge est préoccupé également par le problème de la participation financière des pays bénéficiaires, qu'il s'agisse de prestations de contrepartie ou de contribution aux dépenses locales. La participation des pays se trouvant à un premier stade de développement devrait être aussi limitée que possible, tandis que les pays bénéficiaires qui ont déjà atteint un niveau de développement plus élevé devraient apporter une participation accrue.

44. La délégation belge s'inquiète aussi de l'absence de renseignements sur la manière dont les organisations participantes utilisent les fonds qui leur sont alloués pour leurs frais généraux, et exprime l'espoir que des indications seront fournies en temps utile pour permettre au Conseil d'administration d'envisager, en pleine connaissance de cause, une révision des bases de calcul de ces frais.

45. La délégation belge rappelle qu'il appartient aux seuls pays bénéficiaires de décider des demandes qu'ils présentent au PNUD. Les organisations participantes et les représentants résidents peuvent et doivent conseiller et aider les pays bénéficiaires, mais la décision doit rester en dernier ressort aux gouvernements de ces pays et être conforme à l'ordre de priorité fixé dans le cadre de leurs plans de développement.

46. Le Gouvernement belge continue à penser que les représentants résidents ont un rôle essentiel à jouer dans la coordination sur place, et il est heureux de constater que les bureaux extérieurs du PNUD sont progressivement renforcés par des conseillers agricoles et des conseillers industriels. Il espère que cette pratique sera maintenue et développée et que tous les problèmes financiers qui surgiront seront résolus; cette pratique ne peut, en effet, que favoriser l'action internationale concertée sur le plan opérationnel et promouvoir la conception globale que requièrent nombre des problèmes de développement.

47. Tout en admettant que les investissements consécutifs atteignent un niveau qui est loin d'être négligeable, la délégation belge a constaté que les sources de financement et les secteurs d'investissements sont assez limités. Il est dès lors opportun d'aider les gouvernements qui le demandent à trouver les sources de financement possibles, d'attirer l'attention de ces sources de financement sur les activités du PNUD en matière de préinvestissement et d'étudier les raisons pour lesquelles les investissements n'ont pas suivi dans certains secteurs. Le PNUD et les organisations participantes ont dès lors un rôle important à jouer sur le plan de la promotion des investissements consécutifs, mais la responsabilité essentielle revient aux gouvernements bénéficiaires qui devraient créer et entretenir un climat et des conditions de nature à favoriser ces investissements.

48. A en juger d'après les nombreuses réalisations qui sont à l'actif du PNUD, celui-ci sera en mesure d'apporter une contribution de plus en plus importante à la promotion économique et sociale des pays en voie de développement, tant par son action propre que par son rôle de catalyseur. Le Gouvernement belge continuera de lui

apporter son appui, non seulement sous la forme d'une contribution financière, mais aussi en mettant à la disposition des organisations participantes les moyens de formation, les services d'experts ou de bureaux d'étude qui sont nécessaires à l'exécution des projets. L'importance du Conseil d'administration croît dans la mesure où les activités du PNUD s'amplifient et se diversifient car c'est à lui qu'il appartient de donner au Programme des impulsions, d'en contrôler la gestion et d'en analyser les réalisations.

49. La délégation belge suit avec intérêt les activités du programme ordinaire de coopération technique de l'ONU, mais estime qu'il conviendrait de le réexaminer en fonction de l'ensemble des programmes de coopération des Nations Unies. Elle étudiera dès lors avec intérêt le rapport consacré au rôle du programme ordinaire et à ses rapports avec le programme du PNUD que le Secrétaire général doit présenter au Conseil d'administration, à sa septième session.

50. M. FIGUEREDO-PLANCHART (Venezuela) dit que la délégation vénézuélienne est satisfaite, dans l'ensemble, des résultats des cinquième et sixième sessions du Conseil d'administration du PNUD. A sa sixième session, le Conseil d'administration a approuvé un certain nombre de projets du Fonds spécial représentant une dépense totale de 127 millions de dollars, dont 50 millions seront fournis par le PNUD. L'effort fourni en faveur des pays en voie de développement est considérable, mais les ressources du PNUD sont encore insuffisantes, et le représentant du Venezuela espère que l'objectif de 350 millions de dollars prévu dans la résolution 2280 (XXII) de l'Assemblée générale sera atteint d'ici à 1970.

51. La délégation vénézuélienne a pris note des décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa sixième session concernant l'étude de la capacité administrative des organismes des Nations Unies, et elle est particulièrement heureuse que des consultants originaires de pays en voie de développement soient appelés à participer à cette étude. Sir Robert Jackson pourra certainement compter sur la collaboration des organismes compétents des Nations Unies pour mener à bien cette étude, dont les conclusions permettront de mieux préparer la deuxième Décennie du développement dans les domaines de l'assistance technique et du préinvestissement multilatéral.

52. A sa sixième session, le Conseil d'administration a été informé qu'on procédait actuellement dans deux pays à une évaluation systématique des besoins en assistance technique et en préinvestissement pour les cinq prochaines années. Le même travail, exécuté dans un plus grand nombre de pays, pourrait donner une idée plus précise des besoins probables des pays en voie de développement dans ces domaines pendant les années soixante-dix.

53. La délégation vénézuélienne est favorable au mécanisme d'évaluation indépendant du PNUD, qui est indispensable à la réussite de son action, et elle estime qu'il devrait être rendu encore plus efficace dans le cas des opérations préliminaires.

54. Les activités interdisciplinaires prennent de plus en plus d'importance en raison de la complexité croissante des programmes d'assistance technique. Il est donc capi-

tal d'assurer une coordination plus étroite entre les organisations fournissant une assistance technique, non seulement pour éviter le double emploi et les chevauchements, mais aussi pour obtenir les meilleurs résultats possibles. La délégation vénézuélienne a souvent souligné la nécessité de travailler en liaison avec les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales des Nations Unies à Beyrouth, qui connaissent bien les besoins de leurs régions.

55. A sa sixième session, le Conseil d'administration a prié le Directeur d'étudier, en coopération étroite avec les services compétents du Secrétariat, et en particulier avec le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement, la possibilité de mettre sur pied et d'exploiter un système de stockage, de traitement et de recherche automatique de l'information (E/4445, par. 331). La délégation vénézuélienne a été impressionnée par les exposés faits à ce sujet, pendant la présente session du Conseil économique et social, par les représentants des institutions spécialisées, notamment par le Directeur général du BIT (1532^e séance), et elle envisage de présenter un projet de résolution sur cette question, après avoir consulté officieusement d'autres délégations.

56. Il est regrettable que l'on n'ait pas respecté, à la sixième session, certaines des traditions du Conseil d'administration, ce qui a nui à l'atmosphère harmonieuse qui est particulièrement nécessaire au PNUD, organe dont les activités profitent à l'ensemble de la communauté internationale.

57. M. AL-SABAH (Koweït) dit qu'il est encourageant de noter que le champ d'activité du PNUD s'étend progressivement pour répondre aux demandes des gouvernements. Cette expansion exige naturellement une collaboration étroite entre le PNUD et les autres organismes des Nations Unies; la délégation du Koweït attache, pour sa part, une importance particulière à la coopération entre le PNUD et l'ONUDI. Celle-ci est le plus jeune des organismes des Nations Unies, et son programme mérite d'être spécialement appuyé à l'heure actuelle, où l'industrialisation est la clé de voûte du progrès économique et social. La vaste gamme des projets financés par le PNUD aidera les pays en voie de développement à sortir du champ limité des accords bilatéraux et à tirer profit des perspectives plus larges qu'offre la coopération internationale. M. Al-Sabah remercie à ce sujet le PNUD de l'intérêt qu'il continue à porter au projet de dessalement de l'eau de mer au Koweït. A sa cinquième session, le Conseil d'administration a approuvé le projet concernant le centre des ressources hydrauliques de Koweït City, ce qui encouragera le Koweït à poursuivre les efforts considérables qu'il fait en matière de recherche sur le dessalement de l'eau de mer.

58. La délégation du Koweït appuie la décision du Conseil d'administration concernant les critères devant régir les conditions à remplir pour une assistance du PNUD (E/4451, par. 94).

59. L'écart entre les ressources disponibles et les besoins des pays en voie de développement est évident, mais les pays développés ne devraient pas avoir de difficulté à accroître leur contribution au PNUD. Le modeste volume de l'assistance internationale actuellement accordée est,

pour les pays riches, un moyen peu coûteux de se dérober à l'obligation qui est la leur d'aider les pays pauvres. Quel que soit le soin qui préside à sa distribution, il ne suffit pas à résoudre les problèmes des pays en voie de développement, qui sont la conséquence de longues années de domination étrangère.

60. Certaines activités sont essentielles à la prospérité et au bien-être futurs des pays en voie de développement. Il faudrait entreprendre des enquêtes sur les ressources naturelles, première étape de l'industrialisation. La formation de personnel qualifié contribuerait à éliminer le chômage, à faciliter l'industrialisation et à mettre les pays en voie de développement en mesure de se passer progressivement de l'assistance technique. Des projets de préinvestissement et d'investissement sont indispensables dans les pays en voie de développement pour attirer les capitaux étrangers. La priorité devrait être donnée aux industries exportatrices, qui rapportent des devises, donnant ainsi aux pays en voie de développement la possibilité de ne plus dépendre de l'aide extérieure. Il faudrait aussi accorder à ces pays une assistance technique pour les aider à trouver à l'étranger des débouchés pour leurs produits.

61. M. KADLEC (Tchécoslovaquie) dit que l'élection de la Tchécoslovaquie comme membre du Conseil d'administration du PNUD à la quarante-quatrième session du Conseil économique et social accentuera encore l'intérêt qu'elle porte aux activités du Programme. Depuis quelque temps, une compréhension plus grande s'est instaurée entre le PNUD et le Gouvernement tchécoslovaque. A la dernière Conférence pour les annonces de contributions, la Tchécoslovaquie a augmenté de 160 % sa contribution, ce qui a renforcé la coopération entre elle et le Programme. La Tchécoslovaquie verse sa contribution en monnaie nationale. On a souvent mis en doute l'efficacité des contributions versées en monnaie nationale, et on a aussi formulé des critiques sur la manière dont ces contributions sont employées. L'expérience du Gouvernement tchécoslovaque montre qu'avec de la bonne volonté et une compréhension mutuelle on peut trouver le moyen d'en faire pleinement usage. M. Kadlec pense que la coopération de son gouvernement et du PNUD sera féconde, même dans le domaine des investissements consécutifs. En tant que membre du Conseil d'administration, la Tchécoslovaquie fera tout en son pouvoir pour mettre son expérience à la disposition des pays en voie de développement et contribuer à porter remède aux insuffisances éventuelles des travaux du PNUD.

62. La position de la délégation tchécoslovaque en ce qui concerne le financement de l'assistance technique par le budget ordinaire de l'ONU reste inchangée.

63. M. VARELA (Panama) dit que, s'il n'y avait pas les activités du PNUD, la plupart des habitants des pays en voie de développement et, en particulier, ceux des zones rurales, ne sauraient même pas que l'ONU existe et cherche à améliorer leur niveau de vie. M. Varela, qui avait souligné en 1966 la nécessité de créer des services d'évaluation chargés de déterminer l'efficacité des travaux du PNUD, est heureux de voir que l'on a pris une décision en ce sens. A l'époque, il avait aussi souligné l'importance que son gouvernement attache au tra-

vail de coordination des activités des Nations Unies sur le terrain qui incombe aux représentants résidents du PNUD. Il n'est peut-être pas possible, pour des raisons statutaires, que les représentants résidents coordonnent les travaux des institutions spécialisées, mais, plus ces institutions coordonneront leur action sur le terrain, plus les résultats seront efficaces.

64. Les pays développés versent d'importantes contributions au PNUD, mais il se peut que leurs représentants ne sachent pas par expérience comment les programmes fonctionnent réellement dans les pays en voie de développement et comment un projet se rattache à un autre. M. Varela décrit à ce sujet l'aide que son pays a reçue du PNUD pour un projet d'artisanat rural, et il signale que ce projet est appuyé par des facilités de crédit à l'échelon national. A la suite de l'intervention du PNUD, il est aussi plus facile d'obtenir un financement international de la part d'organismes tels que la Banque interaméricaine de développement, l'AID et la BIRD. Les avis du PNUD sont très utiles aux gouvernements pour arrêter un ordre de priorité. Le PNUD ayant conseillé au Gouvernement panaméen de développer plus particulièrement le secteur agricole, des projets ont été élaborés pour montrer aux exploitants agricoles comment assurer l'affouragement du bétail pendant des quatre mois de la saison sèche annuelle; ils ont donné lieu à une assistance financière de l'AID. Un autre projet à l'étude en vue d'utiliser deux bassins fluviaux pour des projets d'irrigation ouvrira des possibilités d'investissement productif.

65. On veille toujours avec grand soin à ce que les résultats des projets de préinvestissement soient utilisés de manière à produire les plus grands avantages. C'est ainsi que l'on a entrepris de prospector les minerais naturels du Panama avec l'aide du PNUD et que d'intéressants gisements de cuivre ont été découverts. Le PNUD a conseillé au Gouvernement panaméen de ne pas accorder de concessions d'exploitation à des sociétés étrangères tant qu'une législation minière lui permettant de tirer un profit maximum de ses ressources naturelles n'aura pas été élaborée. Le Gouvernement panaméen a déjà demandé officiellement au PNUD le concours d'un expert pour préparer cette législation, et il présentera bientôt une demande officielle.

66. M. Varela partage les doutes exprimés par le représentant de la France en ce qui concerne le financement des activités de régulation démographique par le PNUD. Ces activités ne peuvent être classées ni comme préinvestissement ni comme assistance technique et ne devraient pas être financées par le PNUD. Toutes les dépenses relatives à de telles activités devraient être à la charge des gouvernements eux-mêmes.

67. M. KOROLEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation de l'URSS a constaté, à la lecture des rapports du Conseil d'administration du PNUD sur ses cinquième et sixième sessions, que des progrès ont été accomplis en ce qui concerne le choix et l'évaluation des projets et leurs répercussions sur les problèmes économiques et sociaux fondamentaux des pays en voie de développement.

68. La délégation de l'URSS sait quelle importance présentent pour de nombreux pays en voie de développement l'amélioration de leur agriculture et l'accroissement de leur production vivrière. Les activités du PNUD dans ce domaine sont fort bien venues. Mais seule une industrialisation plus rapide peut favoriser le développement du secteur agricole, et le Programme n'accorde pas une attention suffisante à l'industrialisation.

69. La plupart des projets approuvés ne concernent encore que le stade du préinvestissement, tandis que les projets pilotes, malgré l'intérêt évident qu'ils présentent, sont encore à l'étude. La procédure suivie pour examiner les demandes des gouvernements est très lente. La délégation de l'URSS, entre autres, a exprimé le vœu, à la sixième session du Conseil d'administration, que l'on trouve le moyen d'accélérer l'établissement, l'adoption et la mise en œuvre des projets, et M. Korolev espère que la direction du PNUD voudra bien tenir compte de ces souhaits.

70. Les rapports font une place importante à la formation de personnel, de même qu'à l'envoi d'experts. La nécessité de répondre aux besoins des pays en voie de développement dans ce domaine continuera à poser le même problème pendant la prochaine décennie. Ce problème pourra dans une large mesure être résolu si l'on utilise le potentiel de tous les pays industrialisés, ce qui, pour le moment, n'est pas le cas. En effet, on n'a guère fait appel aux experts de l'URSS pour les projets multilatéraux du PNUD, bien que leur concours soit fort apprécié dans de nombreux pays. On ne sollicite jamais les services d'experts de certains pays avancés tels que la République démocratique allemande, que l'on empêche inutilement de prendre part, comme elle souhaiterait le faire, aux activités du PNUD. Cette situation est d'autant plus inexplicable que d'autres pays, qui participent au Programme, consacrent leurs efforts à des fins d'agression, et si l'on voulait respecter l'esprit de la Charte, ne devraient donc pas bénéficier d'une assistance. La délégation de l'URSS continuera à s'élever contre l'approbation de l'assistance proposée pour ces pays.

71. Le point de vue du Gouvernement de l'URSS au sujet du programme ordinaire de coopération technique de l'ONU n'a pas changé. Le programme devrait être rayé complètement du budget de l'ONU et confié au Conseil d'administration du PNUD. Il devrait être financé à l'aide de contributions volontaires des gouvernements. A cet égard, l'Union soviétique souscrit sans réserve aux vues du Comité élargi du programme et de la coordination telles qu'elles ressortent du paragraphe 20 du rapport sur sa première session⁵.

72. Le Gouvernement de l'URSS attribue une grande importance à l'assistance technique fournie par le PNUD aux pays en voie de développement et y prend une part active. Cette assistance est conforme aux principes des Nations Unies et contribue dans une large mesure à renforcer la paix et à promouvoir la coopération entre tous les Etats.

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-troisième session, Supplément n° 10 (E/4435).

73. Pour M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique), il ressort clairement des rapports du Conseil d'administration que les programmes du PNUD sont bien adaptés aux besoins des pays en voie de développement et aux secteurs où une action s'impose. Il est évident que leur objectif ultime devrait être de supprimer le besoin d'assistance technique. Les divers rapports dont le Conseil est saisi en ce qui concerne divers points de l'ordre du jour montrent que la coordination est nécessaire non seulement entre les institutions et entre les régions mais aussi entre les secteurs. Le représentant des Etats-Unis a déjà exprimé sa conviction que, pendant la Décennie du développement en cours, les divers organismes des Nations Unies ont appris à travailler ensemble, et c'est la raison pour laquelle il fait preuve d'un optimisme prudent en ce qui concerne l'expansion des activités du PNUD. Les deux rapports du Conseil d'administration font apparaître une tendance à la coordination des programmes sectoriels, tendance qui permettra de lancer des idées et initiatives nouvelles en faveur des pays en voie de développement.

74. La délégation des Etats-Unis se félicite des nouveaux principes directeurs que le Conseil d'administration a adoptés pour ses futurs programmes régionaux et interrégionaux d'assistance technique (E/4545, par. 83). Elle approuve également la nouvelle procédure concernant les dépenses d'exécution (E/4545, par. 60) et le maintien des programmes OPEX pour les pays qui désirent recevoir cette forme d'assistance (E/4451, par. 164).

75. En ce qui concerne les critères devant régir les conditions à remplir pour une assistance du PNUD, la délégation des Etats-Unis persiste à penser que la seule condition imposée devrait être l'appartenance à l'ONU ou aux institutions spécialisées. A son avis, la question qui se pose en fait à ce sujet est celle de la répartition du coût des projets; les principes régissant la distribution des ressources dont dispose le PNUD devraient être assez souples, pour que les pays qui ont les moyens de le faire participent aux frais dans les limites de leurs possibilités et que les pays les plus pauvres puissent recevoir le plus d'aide. A ce propos, les observations du représentant de l'URSS sont déplacées; les gouvernements auxquels il a fait allusion remplissent toutes les conditions requises pour recevoir une assistance. Ses réflexions au sujet de l'Allemagne orientale sont tout aussi déplacées.

76. La délégation des Etats-Unis est frappée de l'importance accordée aux investissements consécutifs. Il lui semble toutefois que les renseignements fournis par le Directeur du PNUD ont porté sur des projets de grande

envergure, dont il était facile de voir qu'ils supposaient des investissements consécutifs; il n'a pas été fait mention d'investissements consécutifs à l'échelon local, notamment pour des projets intéressant l'agriculture. Ces investissements consécutifs locaux sont peut-être de peu d'envergure et pourtant ils présentent de l'intérêt pour les projets de coopération avec la BIRD et ses filiales et pour l'évolution des relations avec les banques régionales de développement. Il importe de ne pas les perdre de vue.

77. Le PNUD sera l'un des instruments les plus importants de la prochaine Décennie du développement; c'est la raison pour laquelle la délégation des Etats-Unis se félicite de l'étude sur la capacité des organismes de l'ONU d'exécuter un programme élargi de coopération technique. L'étude devrait également traiter des possibilités des organismes de l'ONU de travailler ensemble à des projets multidisciplinaires. La délégation des Etats-Unis attend aussi avec intérêt l'étude d'ensemble sur le programme ordinaire de coopération technique de l'ONU. Il convient d'examiner le programme en tenant compte de faits nouveaux tels que l'adoption de procédures de programmation continue pour le PNUD, car il doit être un instrument pratique de développement.

78. De nombreux orateurs ont parlé des priorités. La délégation des Etats-Unis partage l'opinion d'autres délégations concernant l'interdépendance de l'agriculture et de l'industrie. Certes, le choix de priorités doit se faire d'abord à l'échelon national, et il appartient aux pays en voie de développement de fixer eux-mêmes leur ordre de priorité, mais l'ONU et les institutions spécialisées peuvent aider ces pays à définir et à décider ce que doit être cet ordre de priorité. Ainsi, le Conseil connaît l'importance de la promotion des exportations; pourtant, très peu de demandes d'assistance ont été présentées dans ce domaine par les services gouvernementaux des pays en voie de développement qui sont chargés d'élaborer le programme d'assistance du PNUD à leur pays. Le représentant des Etats-Unis ne croit pas qu'il doive y avoir deux ordres de priorité à des niveaux différents, l'un théorique, établi par le Conseil, et l'autre fixé à l'échelon national dans les pays en voie de développement. C'est pourquoi il souhaiterait que, dans le cadre de la deuxième Décennie du développement on mette l'accent sur une nouvelle forme de coordination, à savoir la coordination entre l'ordre de priorité défini par le Conseil et l'ordre de priorité établi à l'échelon national par les pays en voie de développement.

La séance est levée à 13 h 5.